

## États généraux de l'alimentation.

**Pour qu'une prise de conscience généralisée tire collectivement les leçons des crises récurrentes et permette (Enfin !) la mise en place d'une vraie politique agroalimentaire de qualité et à développement durable.**

Les États généraux de l'alimentation ont été lancés ce 20 juillet 2017.

A l'issue de ce grand raout médiatico-politique, les concertations ont débuté et doivent se tenir jusqu'à la mi-novembre. Toutes les propositions des différents acteurs seront discutées lors de 14 ateliers spécifiques. En parallèle, et en tenant compte des propositions qui vont émerger, un atelier transversal va devoir de son côté déterminer quels investissements seront nécessaires pour une meilleure performance environnementale, sanitaire, sociale et économique. Le grand public lui-même est invité à donner son avis via une consultation publique sur internet ([egalimentation.gouv.fr](http://egalimentation.gouv.fr)). A la mi-décembre, une synthèse des ateliers et de la consultation devrait être publiée selon les promesses du Ministère de l'Agriculture qui ne « **s'interdit pas un recours à la loi à l'issue de ces discussions.** »

Ces états généraux étaient l'une des promesses phares d'Emmanuel Macron pendant la campagne présidentielle. En février, le candidat proposait « **un plan d'investissement, sur cinq ans, de 50 milliards d'euros, dont cinq milliards d'investissement agricole qui permettront à nos paysans de produire mieux et de se moderniser.** » L'attente est donc forte du côté des agriculteurs. (La Coordination Rurale « **appelle à un plan Marshall.** »). La méfiance aussi.

L'absence du Président de la République à cette ouverture du 21 juillet (alors qu'il s'était engagé à venir donner, dans son style messianique qui lui est propre, les grandes orientations du futur agroalimentaire) a déjà freiné les ardeurs. La discrétion sur ce dossier du Ministre d'État, Ministre de la Transition écologique et solidaire, n'a pas rassuré, non plus. Enfin, c'est de la colère qui est apparue suite aux dernières décisions budgétaires du Ministre de l'Agriculture. Celui-ci a dû faire face à un manque de près d'un milliard d'euros dans le budget des aides PAC [1] du second pilier [2]. Confronté à son premier choix politique, pour combler ce déficit (dont il hérite), le ministre a dû piocher dans le premier pilier [3] de la PAC et non dans les caisses de l'État (comme le demandait pourtant la FNSEA). Ainsi, ce sont les aides

directes versées aux agriculteurs qui vont être amputées, ce qui provoque de vives réactions de l'ensemble des organisations agricoles. La FNSEA parle même de « **holdup** ». La Confédération Paysanne et la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique dénoncent « **un manque criant de courage politique face à l'agro-industrie et l'agro-chimie, alors que secteur bio est en plein développement en France.** » (A savoir, le nombre de conversions a augmenté de 17% en 2016.)

S'ajoute, depuis, le choix des nominations des responsables des ateliers. Sur une vingtaine de coprésidences des 14 ateliers, plus de la moitié sont tenues par les représentants de l'agro-industrie et de la grande distribution. Ainsi, la Fédération nationale des producteurs de lait a dénoncé « **un atelier [4] coprésidé "par deux multinationales, une de l'agroalimentaire (Danone), l'autre de la grande distribution (Système U).** » Les politiques (promotions ou recyclages) sont aussi largement représentés. Par contre, c'est la pénurie pour les associations de consommateurs (1 seule présidence) et les mouvements écologistes (2). Le président de l'UFC-que

Choisir se méfie quant à lui de ce qu'il appelle « **les États généraux de l'agriculture et de l'agroalimentaire** » acr sur 14 ateliers, seuls 4 sont consacrés à l'alimentation » et il « **espère qu'il n'y a pas un malentendu pour les consommateurs et qu'il ne s'agit pas malheureusement d'une vaste opération pour justifier une forte augmentation des prix.** »

Méfiance donc de part et d'autre. Pourtant les attentes sont grandes. Les États Généraux de l'Alimentation s'ouvrent avec l'espoir de voir enfin évoluer les choses. L'enveloppe de 5 milliards d'euros promise par le gouvernement constitue assurément un formidable levier, encore faudra-t-il avoir le courage de l'utiliser pour permettre enfin à l'agriculture paysanne de répondre pleinement à la demande légitime d'une meilleure alimentation pour tous et de redonner du sens en replaçant le paysan au cœur du système de production. Les deux axes de travail des États Généraux sont porteurs de ces revendications.

Le premier chantier portera sur : « **Comment relancer la création de valeur et en assurer l'équitable répartition afin de permettre aux agriculteurs de vivre dignement de leur travail par le paiement de prix justes ?** » Bien sûr, les agriculteurs sont focalisés sur cette question des prix de leurs produits, vitale pour eux. Un agriculteur sur deux aurait gagné moins de 354 euros par mois en 2016 (contre 30% en 2015), selon une enquête de la Mutuelle sociale agricole. Statistique encore plus inquiétante, le nombre de suicides d'agriculteurs français aurait été multiplié par trois en 2016, toujours selon la MSA. Il y a donc urgence.

Urgence aussi pour le deuxième chantier qui se consacrera à « **Promouvoir et mettre en place une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous.** » Le scandale des œufs contaminés au Fipronil, qui a éclaté récemment et touche aujourd'hui la France n'est pas seulement celui de la filière œuf, mais bien celui de tout un système, celui de l'agro-industrie et du modèle économique de libre-échange dans lequel elle prospère. Dans ce jeu fait de concurrence souvent déloyale et de tricherie généralisée, toutes les parties sont fautives. Les entreprises qui, aux règles sanitaires, préfèrent leur chiffre d'affaire et n'hésitent pas à commercialiser des produits frauduleux. Les États qui, sous couvert de compétitivité et de performance économique, se rendent coupable de laxisme voire de complicité avec ces entreprises. Enfin, des importateurs qui, pour baisser toujours plus les prix d'achat, préfèrent importer de l'étranger des produits à la qualité incertaine, au mépris de la production paysanne de très grande qualité qui existe dans notre pays.

Les perdants eux, sont toujours les mêmes. Les producteurs, sur lesquels s'exerce la pression sans limite de la compétitivité économique. Les animaux, considérés comme de simples générateurs de matière première agricole que l'on n'hésite pas à abattre par millions lorsqu'ils ne sont plus rentables. Et, bien sûr, les consommateurs, à qui le système agro-industriel ne fournit ni la qualité, ni la confiance qu'ils méritent.

Les réflexions des mois à venir vont réunir plusieurs centaines d'intervenants pour tenter de réconcilier, d'ici à la fin de l'année, agriculture, économie, santé et environnement. Autour de la table, le gouvernement a convoqué tous les acteurs du secteur. Chacun va chercher à défendre ses intérêts lors des discussions à venir.

Mais il serait bien, c'est notre espoir, qu'une prise de conscience généralisée tire collectivement les leçons des crises récurrentes et permette (Enfin !) la mise en place d'une vraie politique agroalimentaire de qualité et à développement durable.



Article paru dans le Dur de l'Oseille n°37, bulletin d'info de l'AMAP La Tricastine

[1] PAC : Politique Agricole Commune de l'Union Européenne

[2] Le deuxième pilier regroupe les dispositifs de soutien ciblés comme les aides au développement rural, à l'installation, aux agriculteurs en zone difficile, à l'agriculture biologique notamment.

[3] Le premier pilier est consacré aux aides à l'hectare ou aux aides couplées pour certaines productions en difficulté.

[4] Qui plus est, c'est un comble, l'atelier 5 "Rendre les prix d'achat des produits agricoles plus rémunérateurs pour les agriculteurs".